

Décision 22-D-22 du 30 novembre 2022

relative à des pratiques mises en œuvre par la Ligue de Football Professionnel dans le secteur de la vente des droits de diffusion télévisuelle de compétitions sportives

Posted on: 30 novembre 2022 | Secteur(s) :

PRESSE / MÉDIAS

SPORT

Présentation de la décision

Résumé

Aux termes de la présente de cision, l'Autorité de la concurrence rejette les saisines au fond des sociétés beIN Sports France (ci-après « beIN Sports ») et Groupe Canal Plus (ci-après « GCP »), datées respectivement des 2 novembre et 24 de décembre 2021, pour défaut d'évidences suffisamment probants, et, par voie de conséquence, les demandes de mesures conservatoires accessoires à ces saisines.

Ces saisines faisaient suite à une première saisine de l'Autorité par GCP en 2021, dans laquelle GCP reprochait à la Ligue de Football Professionnel (ci-après « LFP ») d'avoir remis en jeu, dans la nouvelle consultation qu'elle a organisée en 2021, les seuls droits de diffusion de la Ligue 1 précédemment emportés par Mediapro lors de l'appel à candidatures de 2018 et repris par la LFP à la suite de la faillite de Mediapro, et pas le lot 3, acquis en 2018 par beIN Sports et sous-licencié à GCP.

Dans sa décision n° 21-D-12 du 11 juin 2021, l'Autorité a rejeté cette saisine pour défaut d'évidences suffisamment probants, dans la mesure où les éléments avancés ne permettaient pas de démontrer l'existence de pratiques de

discrimination ou d'imposition de conditions de transaction ine quittables constitutives d'un abus de position dominante aux de pens de GCP. Elle a, notamment, estime que le lot 3 e tant dissociable des autres lots, il n'avait pas a e tre remis en jeu et que les conditions d'attribution de chacun des lots ne permettaient pas de conclure a l'existence d'une discrimination contraire a l'article 102 du Traite sur le Fonctionnement de l'Union europe enne ou a l'article L. 420-2 du code de commerce. Cette analyse a e te confirme e par un arrêt du 30 juin 2022 de la cour d'appel de Paris.

Les pre sentes saisines concernaient la conclusion par la LFP, en juin 2021, d'un contrat par lequel cette dernie re, a la suite d'une négociation de gre a gre diligente e apre s l'e chec en fevrier de la me me anne e d'un appel a candidatures, a ce de a Amazon les droits de diffusion de la Ligue 1, pre ce demment acquis par Mediapro.

Selon les saisissantes, l'octroi des anciens lots de Mediapro pour les saisons 2021-2022 a 2023-2024 a Amazon pour 250 millions d'euros par saison constituait un abus de discrimination, dans la mesure ou , dans le me me temps, elles e taient tenues de diffuser les matchs du seul lot 3 pour 332 millions d'euros par saison.

Pour rejeter les saisines, l'Autorité a considere que les saisissantes n'apportaient pas suffisamment d'e le ments probants permettant de conclure qu'elles ont e te discriminées dans la procedure qui a conduit a la sélection d'Amazon pour la reprise des anciens lots de Mediapro. Au contraire, il apparaît que beIN et GCP ont eu l'opportunité de participer a la consultation de 2021, ce qu'elles ont choisi de ne pas faire, et qu'elles ont pu, dans la procedure de gre a gre qui a suivi, de poser une offre conjointe pour la reprise des lots remis en jeu, dans les me mes conditions que les autres candidats.

BeIN et GCP n'apportent pas non plus d'e le ments de nature a de montrer que la LFP aurait du , comme elles le prétendent, privilier leur offre par rapport a celle formulée par Amazon.

Enfin, la LFP e tant tenue de remettre en jeu les droits de diffusion de la Ligue 1 au terme de cycles relativement courts (quatre ans actuellement), l'Autorité a e

galement estime que les saisissantes n'apportaient pas non plus suffisamment d'éléments permettant d'indiquer que la LFP aurait pu être tenue d'ajuster le prix du lot 3 pour que celui-ci reflète le niveau de prix – inférieur à celui résultant de l'appel d'offres de 2018 – finalement retenu pour les lots de Mediapro après la défaillance de cette dernière.

Ce résumé a un caractère strictement informatif. Seuls font foi les motifs de la décision numérotée ci-après

Informations sur la décision

Origine de la saisine

beIN Sports France, Groupe Canal Plus

Dispositif(s)

Rejet des mesures conservatoires

Entreprise(s) concernée(s)

beIN Sports France, Groupe Canal Plus,
Ligue de Football Professionnel

Lire

[Le texte intégral](#)

331.35 Ko

[Le communiqué de presse](#)